



Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 39'716  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 324.001  
N° d'abonnement: 1095642  
Page: 1  
Surface: 6'655 mm<sup>2</sup>

## «L'Union européenne est obligée de vous écouter»

Président du Parlement européen, l'Allemand **Martin Schulz** reçoit vendredi à Lausanne la médaille d'or de la Fondation Jean Monnet pour sa contribution à la construction européenne. Le climat eurosceptique dominant en Suisse ne l'effraie pas. «Vous êtes un pays voisin et partenaire que nous sommes obligés d'écouter, explique-t-il au *Temps*. Nous ne pouvons pas demander au peuple suisse de chan-



ger d'avis.» Mais c'est à la Suisse de dire comment elle veut concilier sa relation avec l'Union européenne et le vote du 9 février sur



l'immigration. Dans un texte sobre et lucide, l'ancien secrétaire d'Etat **Jakob Kellenberger** évalue les options de la Suisse dans la nouvelle situation. Mettre en œuvre l'initiative de l'UDC lui semble possible, sans se presser ni risquer la rupture avec l'UE.



Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 39'716  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 324.001  
N° d'abonnement: 1095642  
Page: 8  
Surface: 58'940 mm²

# «La Suisse n'est pas totalement eurosceptique»

**> Bilatérales** Martin Schulz, président du Parlement européen, demande à Berne de prendre l'initiative pour renouer avec l'UE

**> Il sera honoré** par la Fondation Jean Monnet avec deux autres dirigeants

**Ram Etwareea** BRUXELLES

«Il y a un avant et un après 9 février. L'Union européenne (UE) respecte totalement le résultat du vote suisse. Vous êtes un pays voisin et partenaire que nous sommes obligés d'écouter. Si la Suisse veut renouer le dialogue, elle doit maintenant nous préciser ses intentions.»

C'est en ces termes que Martin Schulz, président du Parlement européen, commente les relations bilatérales entre l'UE et la Suisse à la veille de sa visite ce vendredi en Suisse. Il ne sera pas seul. José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy, respectivement président de la Commission et du Conseil européen, seront également les hôtes de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, à Lausanne, qui leur décerne sa médaille d'or. Cette institution distingue ainsi trois personnalités qui, à la tête de l'Union, «ont su, de manière solidaire, affronter les défis majeurs auxquels l'Europe est con-

frontée tout en préservant le cadre original qui préside à la construction européenne».

Tandis que José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy quitteront leurs fonctions à la fin du mois, le socialiste allemand Martin Schulz a été réélu pour un nouveau mandat

qu'il partagera, au bout de deux ans et demi, avec un élu du Parti populaire européen (centre droit), un arrangement dans le cadre d'une alliance au Parlement européen.

*Le Temps: Lors de votre précédente visite à Lausanne, en 2013, les relations entre la Suisse et l'UE étaient encore très cordiales. Ont-elles changé depuis?*

**Martin Schulz:** Tout comme la Norvège, la Suisse reste un pays européen, même si elle ne fait pas partie de l'Union. Mais il y a un avant 9 février 2014 et un après 9 février. Nous respectons le vote souverain du peuple suisse. Désormais, c'est à la Confédération de prendre l'initiative et de nous dire quelle est la nature des relations qu'elle souhaite entretenir avec nous. Nous ne pouvons pas demander au peuple suisse de changer d'avis.

*– Comprenez-vous l'euroscepticisme de la Suisse?*

– La Suisse n'est pas un pays entièrement eurosceptique: il y a sûrement autant d'eurosceptiques que de pro-européens. Ce n'est pas gênant en soi. Je suis moi-même un pro-européen convaincu et, en même temps, je ne suis pas d'accord avec tout. Le scepticisme n'est pas nouveau, c'est un paradoxe qu'il ne faut

pas oublier. L'UE ne peut pas montrer une unité face à de nombreux défis comme l'Ukraine, la Syrie ou encore les négociations en vue d'un Accord transatlantique de libre-échange. Mais la division a une conséquence: le repli se développe. Il y a sans doute les mêmes types de préoccupations en Suisse.

*– Que signifie le Prix Jean Monnet pour vous?*

– Je le prends comme une reconnaissance de la ligne que je défends: l'approfondissement de l'UE. Après avoir reçu l'an dernier le Prix Nobel au nom des institutions européen-

nes, ce qui était un moment singulier, le Prix Monnet vient nous rappeler le besoin de plus d'intégration politique, économique et sociale au sein de l'Union. Jean Monnet en était un grand avocat. Il a été l'architecte de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le précurseur de l'UE.

*– L'intégration est-elle un but en soi?*

– La globalisation du XXIe siècle a besoin de règles et, individuellement, nos pays ne sont pas assez forts pour participer à l'exercice de les formuler et de les faire adopter. C'est grâce à notre puissance que nous pouvons participer au développement mondial. Je suis déjà heureux si on peut faire un pas. Pour le moment, c'est l'immobilisme.

*– Quels sont les enjeux?*

– Ils sont évidents. A présent, l'UE représente 7% de la population mondiale et 30% de sa richesse. En 2040, nous serons 4% et notre part dans le PIB mondial sera réduite à



Le Temps  
1211 Genève 2  
022/ 888 58 58  
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 39'716  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 324.001  
N° d'abonnement: 1095642  
Page: 8  
Surface: 58'940 mm²

10%. Les Européens doivent savoir que nous ne sommes pas en train de jouer aux poupées. Nous devons trouver notre place aux côtés des Etats-Unis et de la Chine. Les Etats-Unis ont l'avantage de leur indépendance énergétique et la Chine est déjà la deuxième puissance économique. Entre les deux, quelle place pour le Luxembourg ou la Slovénie? Même une puissance comme l'Allemagne ne peut rien seule. Grâce à notre alliance avec les Etats-Unis, avec qui nous partageons les mêmes valeurs démocratiques, mais aussi économiques, nous pouvons avancer. C'est ainsi que nous avons répondu présent lorsqu'ils cherchaient des alliés commerciaux. Un éventuel accord transatlantique de libre-échange en est le résultat.

*– Mais les Etats nationaux sont jaloux de leur souveraineté. C'est aussi le cas de la Suisse...*

– L'Union respecte la souveraineté nationale de chaque pays. Mais, en même temps, il y a une nécessité de transférer certaines prérogatives à une instance transnationale. L'UE en est le modèle et il est mieux que le repli sur soi.

*– Les institutions européennes sont en phase de renouvellement. Le Parlement que vous présidez joue un rôle nouveau...*

– Oui. Nous avons imposé une nouvelle méthode de nomination du président de la Commission. Cette démocratie parlementaire est désormais un acquis. Par la suite, je veux faire de mon mieux pour que la Commission Juncker soit la plus largement soutenue par les eurodéputés, le 22 octobre.

**Martin Schulz:** «La Suisse reste un pays européen même si elle ne fait pas partie de l'Union. Comme la Norvège.»  
BERLIN,  
29 AVRIL 2014

